



DISPARITION

Un deuil national en mémoire de Firmin Ayessa

Un deuil national est déclaré ce lundi 23 février 2026 à la suite du décès du ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, indique un décret signé par le président de la République. « Les drapeaux seront mis en berne et toutes les manifestations non autorisées sont interdites sur toute l'étendue du territoire national. La journée du lundi 23 février n'est pas chômée », précise le texte.

EDUCATION

Le Campus Terre d'école inauguré

Accompagné de son épouse, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a procédé le 20 février à Kintélé au nord de Brazzaville à l'inauguration du Campus Terre d'Ecole consacré, entre autres, à la formation des apprenants du primaire au secondaire sur les enjeux liés à l'environnement et au développement durable. Cet établissement scolaire, qui s'étend sur une superficie de quinze hectares, porte le nom de l'ancien directeur général du groupe pétrolier français Total Energies, Christophe de Margerie.



Page 16

Denis Sassou N'Guesso coupant le ruban symbolique/DR

PRÉSIDENTIELLE 2026

Sept candidatures validées par la Cour constitutionnelle



Les membres de la Cour constitutionnelle lors de la délibération

Dans le cadre de l'élection présidentielle des 12 et 15 mars prochain, la Cour constitutionnelle a, au cours d'une audience tenue dans la capitale sous la direction

de son président Auguste Iloki, validé sept dossiers de candidature. Il s'agit des dossiers des MM. Sassou N'Guesso Denis ; Kignoumbi Kia-Mbougou Joseph ; Ma-

foula Uphrem Dave ; Nganguia Engambe Anguios ; Manangu Vivien Romain ; Mavoungou-Zinga Mabio et Gavet Elengo Melaine Destin.

Page 3

NIARI

Le commandant de zone a pris ses fonctions



Remise officielle de l'étendard au nouveau commandant par le chef d'état-major général des FAC Le chef d'état-major général des Forces armées congolaises, le général de division Guy Blanchard Okoi, a installé le 17 février à Dolisie, dans le département du

Niari, le nouveau commandant de la zone militaire de défense n°2, le colonel-major Emmanuel Gilbert Ndakebonga Afouya.

Page 7

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

Des quarts de finale explosifs

Les affiches des quarts de finale de la Ligue africaine des champions sont alléchantes avec des duels Al Ahly du

Caire (Egypte) contre Espérance de Tunis (Tunisie) ; Mamelodi Sundowns-Stade malien ; Renaissance sportive

Berkane (Maroc) contre Al Hilal du Soudan ; Pyramids FC (Egypte) contre AS FAR (Maroc).

Page 12

Éditorial

Préoccupations électorales

Page 2

ÉDITORIAL

Préoccupations électorales

Après trois jours de travaux, la concertation politique organisée à Djambala (Plateaux), du 16 au 18 février, à l'initiative du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, a vécu mais n'appartient pas encore au passé. Partie prenante au processus électoral, les acteurs politiques et de la société civile ont décidé des mesures susceptibles de conduire les Congolais au scrutin présidentiel de mars prochain dans l'apaisement.

La présence sur place des représentants de plusieurs formations politiques de la majorité présidentielle et de l'opposition est le signe que leurs représentants sont attachés au dialogue et y voient l'occasion d'examiner de fond en comble les points de blocage de la mécanique électorale lancée depuis trois décennies.

Autant les questions liées à la transparence des résultats, à la liberté de choix dont doivent jouir les électeurs et au financement des partis et bien d'autres sont revenues avec insistance, autant les 200 délégués réunis dans le chef-lieu du département des Plateaux ont exprimé d'importantes préoccupations dans le cadre des consultations à venir.

Parmi celles-ci figurent le vote des Congolais de l'étranger, l'assouplissement de la mesure relative à l'implantation des partis sur le territoire national (être présent dans au moins 7 départements sur les 15 que compte le pays actuellement) et enfin, l'allongement du délai de la campagne électorale fixée à deux semaines par la loi en vigueur. Essayons-nous à un bref commentaire de chacune de ces préoccupations :

La première concernant le vote des Congolais de la diaspora nous renvoie aux « actes » de la Conférence nationale souveraine. En 1991, l'excès de méfiance chez les confédéranciers avait laissé dire à plus « agissants » d'entre eux qu'une telle opportunité profiterait assurément au pouvoir sortant. La deuxième préoccupation relative à la représentativité fait écho à une question essentielle : la prolifération des partis politiques ; la dernière paraît judicieuse car parcourir 342 km² en deux semaines n'est pas facile.

Au fond, dans la longue marche engagée sur la voie de la démocratisation des institutions congolaises, en dépit du boycott des retrouvailles par certains ténors de l'Opposition, l'on peut avancer que Djambala a servi à quelque chose.

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO/TCHAD

Valentin Ollessongo fait ses adieux

Après quatre ans de bons et loyaux services en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Congo au Tchad, Valentin Ollessongo a consacré ce mois de février à la présentation de ses adieux aux différentes autorités tchadiennes.

En fin de mission, l'ambassadeur Valentin Ollessongo a été tour à tour reçu par la ministre déléguée des Affaires étrangères du Tchad, Fatimé Aldjineh Garfa; le Médiateur de la République, Saleh Kebzabo; et le président de l'Assemblée nationale, Ali Kolotou Tchaimi.

Au terme des échanges avec le président de l'Assemblée nationale, le diplomate congolais lui a exprimé sa profonde gratitude pour la qualité des relations bilatérales entre le Congo et le Tchad. Il a également salué les efforts consentis par le gouvernement tchadien en faveur du maintien de la paix et de la stabilité. Les deux personnalités ont passé en revue les questions relatives à l'intégration sous-régionale ainsi qu'à la libre circulation des personnes et des biens.

Par ailleurs, Valentin Ollessongo, au cours d'une double cérémonie de présentation de vœux de Nouvel An et d'adieu organisée le 6 février à N'Djamena, en présence d'une délégation



L'ambassadeur Valentin Ollessongo et la ministre déléguée du Tchad, Mme Fatimé Aldjineh Garfa/DR

du bureau de la colonie congolaise au Tchad, a offert un pot d'amitié et de bonne séparation au personnel de l'ambassade du Congo dans ce pays.

Le 14 février, il a convié à un dîner, à la résidence diplomatique, des autorités tchadiennes, des membres du corps diplomatique, des membres du groupe des ambassadeurs africains ainsi que les Congolais évoluant dans

les institutions internationales.

L'ambassadeur Valentin Ollessongo quitte N'Djamena avec une idée positive de l'hospitalité des autorités et du peuple tchadien. Il a été muté en République démocratique du Congo, notamment à Kinshasa, où il a été déjà rencontré quelques autorités qui lui ont souhaité plein succès dans ses nouvelles fonctions.

Roger Ngombé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguét Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

PRÉSIDENTIELLE DU 15 MARS

Sept dossiers de candidature réceptionnés par la DGAE

Sept dossiers de candidatures pour l'élection présidentielle, scrutins du 12 et 15 mars prochain, ont été réceptionnés par la Direction générale des affaires électorales (DGEA) après clôture le 12 février à minuit.

Au nombre dees personnalités qui ont fait acte de candidature figure le président sortant, Denis Sassou N'Guesso, qui portera les couleurs de la Majorité présidentielle. Six autres candidats, tous membres de l'opposition, ont également déposé leurs candidatures, dont Joseph Kignoumbi Kia Mboungou, député et président du parti « La Chaîne ». Il est candidat pour la cinquième fois depuis 2002. Le président du Parti pour l'action de la République, Anguios Nganguia En-

gambé, postule à la présidence pour la quatrième d'affilée depuis 2009. Outre ces trois premiers candidats, habitués à cet exercice, s'ajoutent Dave Mafoula qui revient pour la deuxième fois consécutive après la présidentielle de 2021 ; Vivien Manangou, enseignant de droit à l'Université Marien-Ngouabi; Destin Gavet du Mouvement républicain, le benjamin des candidats; et Zinga Mabio Mavoungou, ancien député. Ces trois derniers

se positionnent pour la première fois. Les candidatures réceptionnées par la DGEA doivent être validées par la Cour constitutionnelle, avant le 28 février, date d'ouverture de la campagne électorale qui s'achèvera le 13 mars. Par ailleurs, les deux principaux partis d'opposition, à savoir l'Union panafricaine pour la démocratie sociale et l'Union des démocrates humanistes-Yuki n'ont pas présenté de candidats.

Guy-Gervais Kitina

PRÉSIDENTIELLE MARS 2026

La Cour constitutionnelle valide les sept dossiers de candidature

Au cours d'une audience publique organisée, le 20 février, à Brazzaville sous la conduite de son président, Auguste Iloki, la Cour constitutionnelle a validé les sept dossiers de candidatures à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars prochain.

La Cour constitutionnelle a noté que ces sept dossiers de candidatures, au regard du cadre juridique, n'appellent pas d'objection de nature à affecter leur validité. Ils obéissent aux prescriptions des articles 66 de la Constitution et 48 (nouveau) de la loi électorale. Ainsi, sont retenus candidats à l'élection présidentielle, scrutin des 12 et 15 mars 2026, messieurs: Sassou N'Guesso Denis; Gavet Ele go Melaine Destin ; Kignoumbi Kia-Mboungou Joseph; Ma-



Les membres de la Cour constitutionnelle lors de la délibération/Adiac

foula Uphrem Dave; Mavoungou-Zinga Mabio et Nganguia Engambe Anguios. Cette décision de la Cour constitutionnelle datant du 20 février 2026 sera notifiée

au préfet, directeur général des affaires électorales, au ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ainsi qu'aux sept candidats.

Roger Ngombé

Lancement d'une campagne nationale à la citoyenneté

À l'approche de l'élection présidentielle de mars prochain, le gouvernement intensifie l'éducation civique. Le ministre Hugues Ngouélondélé a lancé, le 20 février à Brazzaville, une campagne de sensibilisation visant à consolider la conscience citoyenne et la paix sociale.



Les participants à la cérémonie de lancement de la campagne/Adiac

« La démocratie s'enseigne, s'explique et se protège. » C'est par ce constat que le ministre en charge de l'Éducation civique, Hugues Ngouélondélé, a donné le coup d'envoi d'une mobilisation nationale. Cette campagne vise à transformer la période électorale en un moment d'engagement serein et responsable, loin des rumeurs et de l'abstention.

Pour porter ce message au cœur des foyers, le ministère mise sur le dynamisme des maires et chefs de quartier. Ces acteurs de terrain ont reçu pour mission d'informer et de rassurer la population. Selon le maire de Poto-Poto, Okemba née Bakoukas Ndela, cette campagne est un levier stratégique pour prévenir les dérives et promouvoir une citoyenneté active.

Le ministre a profité de cette tribune pour rappeler les principes fondamentaux du civisme qui consiste, entre autres, à contrer la désinformation, à encourager la participation ainsi qu'à responsabiliser l'électeur en faisant comprendre que l'avenir du pays se décide dans l'isolement. « Aucun citoyen ne doit laisser autrui décider à sa place », a martelé Hugues Ngouélondélé.

La directrice générale de l'Éducation civique, Nganga née Edith Clarisse Oko, a indiqué que cette campagne consiste à éveiller la conscience collective avant de promouvoir la citoyenneté active. L'élection appelle, selon elle, les citoyens à exprimer leurs opinions politiques de manière pacifique et responsable.

En érigeant les quartiers en espaces d'information juste, le gouvernement espère faire de ce scrutin un modèle de maturité démocratique et un gage de stabilité pour le pays

Rude Ngoma

LE FIN MOT DU JOUR

Fait et cause

Libre...L'on a beau vouer les nouveaux médias aux gémonies, il est une conquête dont chacun a conscience : la liberté de penser et de dire. Sur tous les sujets de société, les utilisateurs de toutes les régions du monde, au nombre desquels les Congolais ne se privent pas de donner leurs avis. Ils profitent en cela de l'instantanéité de la distribution de l'information à très grande échelle qui demeure un atout puissant entre leurs mains. En même temps se dévoile leur état d'esprit.

Avec un nom d'emprunt, à visage découvert parfois, le créateur du contenu audio ou du podcast improvise du « mes chers compatriotes », du « mesdames et messieurs » et délivre son message. Exemple : dans le sillage des incidents survenus le 11 janvier près de Mindouli, sur la Nationale 1 dans le Pool, plusieurs personnes se sont exprimées.

Promesses de déclaration des hostilités, démonstration de force, jurons et menaces visant les plus hautes autorités nationales, appels à la retenue, cris du cœur pour le retour à la quiétude, voilà autant de prises de position à partir desquelles l'on pourrait tenter de dresser le tableau sociopolitique du Congo à quelques

semaines de l'élection présidentielle de mars prochain.

La violence, est-ce le chemin choisi par la majorité des Congolais ? Cela n'est évidemment pas le cas. Sans exagérer les faits tels qu'ils sont relatés plus haut, sans non plus éluder la tension de Mindouli, heureusement retombée, l'on souhaite qu'au terme du scrutin, le Congo investisse davantage dans la consolidation de la paix retrouvée après des décennies de souffrance partagée.

Prendre fait et cause pour ce challenge aidera à mieux envisager l'avenir du pays en ciblant les priorités profitables à son développement. Les Congolais ne doivent pas passer toute leur vie à la recherche d'un refuge parce qu'ils seraient pourchassés de leurs domiciles par les démons de la guerre civile ou seraient incapables de se mettre d'accord sur l'essentiel, à savoir la construction de la nation.

De ce qui précède, il est de bon aloi de saluer les déclarations officielles émanant de responsables d'instances en charge des mécanismes de consolidation de la paix dans le pays. Ils rappellent à tous l'impérieux devoir qui incombe à chaque citoyen, où qu'il se trouve, de savoir raison garder.

Gankama N'Siah

PRÉSIDENTIELLE DE MARS

Le Club 2002-PUR prêt à mener la campagne en première ligne

Réuni en session extraordinaire de son secrétariat permanent élargi, le 20 février à Brazzaville, le Club 2002 – Parti pour l'unité et la République (PUR) a affiché sa détermination à mobiliser ses équipes en vue de l'élection présidentielle de mars prochain. Le parti espère ainsi assurer, aux côtés de la majorité présidentielle, une victoire dès le premier tour à son candidat, Denis Sassou-N'Guesso.

Le Club 2002-PUR, membre de la majorité présidentielle, affine sa stratégie à quelques jours de l'ouverture de la campagne présidentielle. Le parti a tenu une session extraordinaire de son secrétariat permanent, élargie aux présidents départementaux, aux membres du conseil de surveillance ainsi qu'à ceux du bureau politique. Cette rencontre a été placée sous le signe de la mobilisation et de la discipline militante.

Prenant la parole, le secrétaire général du parti, Juste Désiré Mondélé, a salué « la convergence des idées » et « la foi inébranlable » des cadres du parti à soutenir le candidat de la majorité présidentielle, Denis Sassou N'Guesso. Il a exhorté les responsables présents à se déployer sur l'ensemble du territoire national dès l'ouverture de la campagne. De « la savane aux forêts » et « de l'océan au septentrion »,



Le conclave des cadres du Club 2002-PUR/Adiac

les militants sont appelés à occuper le terrain, à investir les quartiers, districts et villages afin de mobiliser l'électorat dans les quinze départements du pays.

Pour la direction du parti, il s'agit de travailler en harmonie avec la majorité présidentielle et en étroite

collaboration avec la population, afin de garantir une victoire du président sortant. Juste Désiré Mondélé a également rappelé l'importance de la concertation politique, devenue, selon lui, un rituel à la veille de chaque scrutin. Il a souligné que cette démarche s'ins-

crit dans les orientations du président fondateur du parti, le révérend pasteur et vénérable sénateur Wilfrid Nguesso, appelant les militants à la discipline et au respect strict des consignes. Dans la même dynamique, le secrétaire général adjoint, le sénateur Antoine Banvidi,

a insisté sur la cohésion et l'unité comme maîtres-mots de la campagne à venir. Selon lui, l'organisation territoriale du Club 2002-PUR constitue un atout majeur, avec un maillage couvrant départements, districts, villages et quartiers. Il a rappelé la participation du parti à la récente concertation politique tenue à Djambala, dans le département des Plateaux, où ses représentants ont contribué à l'enrichissement des conclusions.

Tout en réaffirmant son engagement au sein de la majorité présidentielle, le Club 2002-PUR prône, selon ses dirigeants, la paix, la tolérance et le respect mutuel afin que les échéances électorales se déroulent dans un climat apaisé. À quelques jours de l'ouverture officielle de la campagne, le message du parti résonne auprès de la base comme un appel à la mobilisation générale.

Fiacre Kombo

Le MJP réitère son soutien à Denis Sassou N'Guesso

Lors de l'élection présidentielle des 12 et 15 mars prochain, le Mouvement des jeunes présidentiels (MJP) va à nouveau voter pour le président sortant, Denis Sassou N'Guesso. Le président de cette formation politique de la majorité présidentielle, Donald Mobobola, a réaffirmé cet engagement le 18 février à Brazzaville, lors de la réunion extraordinaire de restructuration de la fédération de Brazzaville.

Dans une salle comble de dizaines de militants du MJP Brazzaville chauffés à blanc, réunis pour élire leur bureau fédéral, Donald Mobobola a saisi l'occasion pour donner la consigne de vote. Vêtu d'un costume noir arboré d'une écharpe jaune-rouge, couleurs traditionnelles du parti, le leader du MJP, toujours constant derrière Denis Sassou N'Guesso, a rappelé aux militants et sympathisants leur détermination à l'accompagner jusqu'à la victoire finale. « Comme à l'élection présidentielle de 2021, le MJP doit tout mettre en œuvre pour garantir à Denis Sassou N'Guesso, notre champion et président d'honneur de notre parti, la victoire dès le premier tour, avec une large avance dans les urnes à travers le pays », a déclaré Donald Mobobola avec conviction. Et en vue de préserver la paix dans le pays, condition sine qua



Donald Mobobola (au centre) posant avec le nouveau bureau élu/Adiac

non pour une bonne existence, le président du MJP a appelé tous les militants et sympathisants à la discipline. Au cours de cette assemblée générale extraordinaire, le par-

ti a élu un nouveau bureau fédéral de Brazzaville composé de quatorze membres et présidé par Gervais Mossilo Libon-gui. Cette nouvelle équipe a pour

mission de restructurer le MJP dans les neuf arrondissements afin d'impulser la mobilisation dans toute la ville de Brazzaville au profit de son candidat. L'objectif est aussi de reposition-

ner le parti comme une force politique indéniable, capable de contribuer à la victoire de Denis Sassou N'Guesso, dès le premier tour du scrutin.

Firmin Oyé

BOUENZA

Des microcrédits à la disposition des entrepreneurs

Dans le cadre du programme Kolisa visant à renforcer l'inclusion financière, les ministres des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo ; de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Rigobert Maboundou, ont propulsé les activités des entrepreneurs du département de la Bouenza en leur remettant des chèques de microcrédits à la taille de leurs projets.

Comme dans d'autres départements où il s'exécute déjà, le programme Kolisa mis en œuvre par le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa) est entré de plain-pied dans les différents districts de la Bouenza. « 867 bénéficiaires sont actuellement enregistrés dans la Bouenza dont 280 pour Madingou, Tsiaki, Boko-Songho, Kingoué, Bouansa et Yamba. Notons toutefois que Madingou, à lui tout seul, a 109 bénéficiaires », a précisé la ministre des PME et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, en soulignant que 8762 chèques ont été remis à travers le pays.

Pour ce périple, à Nkayi, Kayes, Loudima et Mabombo, l'on compte 376 bénéficiaires, 85 à Loutété, 12 à Mfouati, 118 à Mouyondzi et 69 à Yamba. À Nkayi, la cérémonie de remise de microcrédits a débuté par une minute de silence en mémoire du ministre d'État, Firmin Ayessa, tandis qu'à Mouyondzi,



Remise symbolique de chèques par les deux membres du gouvernement/DR

elle a commencé par une invocation des mânes par les sages et notables, pour le succès des projets.

Les chiffres ici évoqués, a indiqué la ministre des PME et de l'Artisanat, ne sont pas de simples statistiques. Ils représentent des vies transformées, des familles

sécurisées, des activités relancées, des champs cultivés, des commerces développés.

À chaque étape du périple, la remise des chèques par les ministres Jacqueline Lydia Mikolo et Rigobert Maboundou témoigne, selon eux, l'engagement du gouvernement à soutenir les

artisans, commerçants, transformateurs et jeunes entrepreneurs qui exercent dans divers secteurs porteurs de croissance, d'emplois et de richesse.

Le directeur général du Figa, Branham Kintombo, les a appelés à saisir l'opportunité que leur offre le programme Kolisa, levier

d'autonomisation économique et d'insertion sociale. « Vous devez affecter ces ressources aux activités pourvoyeuses d'auto-emploi pour servir d'exemple en bâtissant une réussite personnelle et collective », a-t-il déclaré.

« Créez des emplois locaux. Contribuez à la dynamique du "Consommer local", pilier de notre souveraineté économique », a exhorté la ministre Jacqueline Lydia Mikolo pour qui le développement ne doit pas être concentré uniquement dans les grands centres urbains mais également dans tous les départements, dans chaque district et commune du pays.

Vis-à-vis des entrepreneurs de la Bouenza, le gouvernement vient de jouer sa partition. Les bénéficiaires qui ont pris l'engagement de contribuer à la création d'emplois, de dynamiser l'économie locale grâce à ces microcrédits sont donc attendus aux résultats.

Rominique Makaya

PAM

Validation du plan stratégique national 2027-2031

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a organisé, le 18 février à Brazzaville, en partenariat avec plusieurs ministères, un atelier de validation des principaux axes de son futur plan stratégique au Congo pour la période 2027-2031.

Le nouveau plan stratégique après celui de 2022-2026 sera élaboré autour de deux principaux axes. Le premier sera en lien avec l'assistance humanitaire, la protection sociale adaptative aux chocs et le renforcement de la résilience. Le second axe, par contre, permettra de renforcer les systèmes et capacités nationales, l'alimentation scolaire avec pour base la production locale et le renforcement des systèmes alimentaires locaux. Il s'alignera ainsi sur le Plan cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable' (Undaf) 2027-2031. « Au cours de cet atelier, nous allons examiner et valider les principaux effets et activités du futur plan stratégique, discuter des implications pour chaque ministère, convenir des engagements nécessaires et préciser les étapes en vue de la finalisation », a déclaré le représentant du PAM au Congo, Gon



Le comité de pilotage/Adiac

Myers, à l'ouverture l'atelier. L'atelier fait suite à une série de consultations menées auprès des communautés et divers acteurs des domaines d'intervention du PAM. Une première réunion dans ce sens avait eu lieu avec les haut-

cadres des ministères et institutions gouvernementales au cours de laquelle avaient été présentés les orientations stratégiques et les changements envisagés par le PAM pour le futur plan stratégique. Ainsi, pour le directeur géné-

ral du partenariat au développement près du ministère du Plan, Nitoumbi Aimé Blaise, « cet atelier nous donne donc l'occasion d'expliquer, de partager avec les autres ce que nous faisons et ce que nous entendons faire au cours des

prochaines années ».

Précisons que le Plan stratégique en cours est une extension de la période 2019-2023 qui avait connu quatre révisions budgétaires, favorisant son alignement avec l'Undaf et le Plan national de développement 2022-2026. Des révisions qui ont permis d'apporter une meilleure assistance à la population bénéficiaire des interventions mises en œuvre par le PAM sur cette période.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

« cet atelier nous donne donc l'occasion d'expliquer, de partager avec les autres ce que nous faisons et ce que nous entendons faire au cours des prochaines années ».

ROUTE INKOUÉLÉ-ONGOGNI-LESSANGA

Les travaux d'aménagement vont bon train

Le député de la circonscription électorale unique d'Ongogni, dans le département de la Nkényi-Alima, a visité, le 19 février, les travaux d'aménagement du tronçon routier Inkouélé-Ongogni-Lessanga. Yves Fortuné Moundelé-Ngollo Ehourossia en est sorti satisfait.

Afin de jauger la qualité et le niveau de réalisation des travaux, le député d'Ongogni a parcouru la trentaine de kilomètres qui relient Inkouélé à Lessanga avec des escales dans quelques villages. Il s'est agi pour Yves Fortuné Moundelé-Ngollo Ehourossia d'échanger avec les habitants sur le mobile de sa descente de terrain. En effet, cette visite lui a permis de constater que malgré les quelques boursiers qui se forment après les pluies, la route est devenue praticable de bout en bout.

« J'ai constaté que la route est réelle, les travaux permettent aujourd'hui de relier Inkouélé à Lessanga, ce qui n'était pas le cas depuis plusieurs années, surtout les 15 km du tronçon Ongogni-Lessanga qui étaient vraiment impraticables. En effet, il était difficile de pouvoir accéder au grand marché forain de Lessanga à cause de l'état de la route. Donc, nous sommes venus constater, toucher du doigt les efforts du gouvernement et sommes plutôt satisfaits de ce que nous avons vu », s'est réjoui l'élu, se félicitant de cet effort du président de la République et de son gouvernement, pour soulager

tant soit peu les peines des habitants.

Désormais, le vœu des habitants de cette partie du département de la Nkényi-Alima est de voir cette route bitumée. « Au niveau de la loi de finances de cette année, le gouvernement a inscrit le projet de bitumage du tronçon Inkouélé-Lessanga. C'est un espoir énorme pour les habitants de ce district qui n'aspirent qu'à voir cette route être bitumée. C'est une promesse du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Nous savons que ce gouvernement mettra cela en œuvre », a annoncé Yves Fortuné Moundelé-Ngollo Ehourossia.

Bien que les travaux ne soient pas encore achevés, l'état actuel de la route Inkouélé-Ongogni-Lessanga inspire déjà admiration du côté des usagers qui voient leur circulation améliorée, fluidifiée. C'est ainsi qu'ils ont remercié le député d'Ongogni qui a mené un plaidoyer auprès de l'exécutif pour parvenir à ce résultat. Leur souhait est de voir les taxis arrivés jusqu'à Lessanga au lieu de se contenter que des taxis motos. « Nous sommes heureux de voir qu'on a aménagé cette voie. Il y a maintenant



Yves Moundelé Ngollo-Ehourossia visitant les travaux/DR

des gens qui quittent Oyo, Makotimpoko et Gamboma pour venir ici, avant c'était uniquement le transport des marchandises. La voie étant devenue bonne, les vendeurs et acheteurs auront l'accès pour apporter la marchandise jusqu'à Brazzaville. Avec cette route, notre localité est désenclavée », s'est réjoui un habitant du village Lessanga.

Président fédéral du Parti congo-

lais du travail du département de la Nkényi-Alima, le député d'Ongogni a également annoncé à ses mandants le démarrage, dans quelques jours, de la campagne électorale comptant pour la présidentielle des 12 et 15 mars prochains. « Après les sollicitations du peuple congolais, le président a accepté et a fait acte de candidature. Une équipe de campagne locale a été constituée, très bientôt

nous viendrons ici pour battre campagne pour notre candidat », a annoncé le directeur local de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso à Ongogni.

Au terme de sa descente, Yves Fortuné Moundelé-Ngollo Ehourossia a promis de multiplier des visites d'inspection du chantier routier Inkouélé-Ongogni-Lessanga jusqu'à la fin des travaux.

Parfait Wilfried Douniama

BIODIVERSITÉ

La BAD et le WWF engagés à renforcer la conservation en Afrique

La Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) ont signé, le 16 février à Nairobi, au Kenya, un nouveau mémorandum d'entente visant à renforcer leur partenariat stratégique. Cet accord vise à promouvoir un développement respectueux de la nature sur le continent, tout en mettant l'accent sur la protection des ressources naturelles et la résilience face aux changements climatiques.

Le nouveau mémorandum d'entente s'étend sur plus de dix ans. Il traduit l'engagement de la BAD et du WWF à favoriser un développement durable et inclusif en Afrique. Engagé depuis 2011, le partenariat BAD-WWF a déjà produit des travaux de référence, dont des rapports sur l'empreinte écologique et son avenir en l'Afrique. Les deux parties ont soutenu des initiatives dans des domaines tels que la pêche durable, l'économie bleue, et la conservation de la biodiversité, influençant ainsi le dialogue politique à l'échelle continentale.

Le directeur du département Agriculture et Agro-industries à la BAD, Dr Martin Fregene, a souligné la nécessité d'intégrer la nature dans



Le riche paysage d'une aire protégée en Afrique/DR

les politiques économiques. « La nature est essentielle aux économies africaines. Ce renouvellement de partenariat nous permettra

d'accompagner les gouvernements dans la gestion responsable de leurs ressources naturelles et le renforcement de leur résilience

climatique », a-t-il déclaré. Les deux institutions s'engagent à travailler main dans la main pour aider les pays africains à élaborer des stra-

tégies de développement durable. Les axes de collaboration incluent la finance verte, l'adaptation au changement climatique, et la gestion durable de l'eau ainsi que des ressources énergétiques. Par ailleurs, elles envisagent de produire des recherches communes et de faciliter le partage des connaissances entre les pays africains.

Pour le représentant du WWF, Durrell Halleson, la santé des rivières, forêts et océans est cruciale pour l'avenir de l'Afrique. « Avec la BAD, nous pouvons faciliter les prises de décisions qui favorisent à la fois la prospérité économique et la préservation de la nature », a-t-il assuré

Fiacre Kombo

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Le colonel-major Emmanuel Gilbert Ndakebonga Afouya prend ses fonctions

Le nouveau commandant de la zone militaire de défense n°2 a été installé dans ses nouvelles fonctions, le 17 février dans la ville de Dolisie, par le chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de division Guy Blanchard Okoi.



Remise officielle de l'étendard au nouveau commandant par le chef d'état-major général des FAC/Adiac

La cérémonie s'est déroulée en présence des préfets des départements du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou, des autorités de la force publique de la zone et des invités. Elle a été marquée, entre autres, par la lecture du décret portant nomination du nouveau commandant de la zone militaire de défense n°2, ainsi que par le rituel de son intronisation et de prise de commandement. « *Nous pensons que les objectifs qui ont été fixés pourront être atteints et nous en sommes très*

fiers d'être à la tête de cette zone... », a laissé entendre le colonel-major Emmanuel Gilbert Ndakebonga. Il a demandé à ses frères d'armes de relever le niveau de discipline à tous les échelons pour que les FAC, à partir de la zone militaire de défense n°2, puissent atteindre de nouveaux sommets. Il sied de noter que cette cérémonie de prise de commandement a été clôturée par un défilé des troupes de la garnison de Dolisie.

Guillaume Ondze

JUSTICE SOCIALE

La société civile unit ses forces

À l'occasion de la Journée internationale de la justice sociale, le Centre d'action pour le développement (CAD) a organisé, 20 février à Brazzaville, un forum social réunissant soixante-quatre délégués de la société civile, dont vingt-six femmes.



Les participants au forum/Adiac

La rencontre a permis de poser les jalons d'une mutualisation des forces face aux défis systémiques du pays. Les participants ont parlé des problèmes qui minent le quotidien des Congolais, notamment l'éducation, la santé, l'irrégularité de certains salaires et la souffrance des retraités. Après avoir dressé un tableau peu reluisant, les participants, qu'ils soient étudiants, syndicalistes ou acteurs associatifs, ont dénoncé une gouvernance qui peine à « garantir les droits fondamentaux ». Constatant l'échec des actions isolées, l'assistance a plaidé pour la construction d'un front commun où l'injustice faite à une corporation devient l'affaire de tous. « *Nous rêvons d'un Congo digne et égalitaire, où l'engagement citoyen est garanti* », a souligné le responsable campagne et plaidoyer au sein du CAD, Guerschom Gobouang.

Pour transformer ces réflexions en actions, le forum a abouti à trois piliers stratégiques, à savoir la co-gouvernance qui consistera, selon eux, à associer l'exécutif à une participation citoyenne réelle, le dialogue permanent en instituant un cadre d'échange formel entre gouvernants et gouvernés, puis la création d'une coalition unifiée.

Rude Ngoma

DÉPARTEMENT DE LA LÉKOUMOU

Des kits de maternité offerts aux centres de santé intégrés

L'association dénommée « Iminou » dirigée par Bel-Ange Massouémé a remis, du 13 au 15 février, des médicaments essentiels et des kits de maternité aux centres de santé intégrés d'Indo, à Sibiti, dans le département de la Lékoumou, avec l'appui de la dynamique Tsi Tsi Ko Tsi Ko.

Le don a été composé des médicaments et des kits de maternité destinés aux centres de santé et des vivres à la communauté urbaine. La remise du don s'inscrivait dans le cadre du programme d'action 2026 de l'association en vue de rendre hommage à Jean Nicolas Mougala, ancien sénateur du district de Mayéyé, a expliqué la présidente. L'objectif est de soutenir le personnel soignant et de contribuer à l'amélioration de la prise en charge des femmes enceintes et des nouveau-nés.

Pour Bel-Ange Massouémé, la journée a été placée sous le signe de la joie, du



Les kits de maternité/DR

partage et de la fraternité. Le geste marque le début de nombreuses initiatives

en faveur de la population. « *A travers cette action sociale, l'association ré-*

affirme son engagement et sa disponibilité à œuvrer pour le bien-être de la communauté. Le vénérable Mougala nous rappelait souvent que le vivre-ensemble est le socle de l'unité et de la cohésion au sein d'une communauté », a-t-elle déclaré, ajoutant : « *Nous croyons profondément que le développement d'une communauté commence par le bien-être de sa population* ». Ainsi, Bel-Ange Massouémé a demandé aux bénéficiaires de recevoir ce don comme une aide matérielle mais aussi comme un message de considération, de respect et d'encouragement pour le vivre-

semble et la solidarité entre les filles et fils de Sibiti et de Mayéyé.

A cette même occasion, les veuves, les orphelins et les familles en situation de précarité ont reçu à leur tour les non-vivres et vivres frais, notamment des pagnes, des poulets, du riz, de l'huile.

L'association Iminou a pour mission l'amélioration de la qualité de vie de la population, la promotion de la santé et du bien-être, la lutte contre les violences ayant pour base le genre, la défense des droits de l'enfant et l'assistance humanitaire aux personnes vulnérables.

Lydie Gisèle Oka

VIOLENCES EN MILIEU SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

L'AZVMSU lance la campagne de sensibilisation pour l'année académique 2025-2026

Dans le cadre de la promotion d'un environnement éducatif sain, sécurisé et respectueux, l'Association zéro violence en milieu scolaire et universitaire (AZVMSU) que préside Joséline Mansounga Moumossi a lancé, le 18 février au lycée Dom-Helder-Camara à Brazzaville, la campagne de sensibilisation contre les violences en milieu scolaire et universitaire pour l'année académique 2025-2026.

La campagne concerne l'ensemble des établissements scolaires et universitaires, publics et privés. Elle vise à prévenir toutes les formes de violences physiques, psychologiques, verbales, sexuelles et numériques susceptibles d'affecter le bien-être, la réussite et l'épanouissement des élèves et étudiants. Elle s'articule autour de plusieurs actions majeures, notamment des séances de sensibilisation dans les établissements; des conférences éducatives et ateliers interactifs; la distribution de supports pédagogiques; des rencontres avec des parents, enseignants et encadreurs; des espaces d'écoute et d'orientation pour les victimes.

A travers cette démarche, l'AZVMSU entend renforcer la culture du respect, promouvoir la tolérance et encourager la dénonciation responsable des actes de violence. L'objectif est de mobiliser toute la communauté éducative afin de bâtir un cadre d'apprentissage protecteur pour chaque apprenant. L'AZVMSU invite ainsi les médias, les acteurs éducatifs et le grand public à soutenir active-

ment cette initiative citoyenne pour un avenir scolaire sans violence.

Lors de cette activité, la présidente de l'AZVMSU et son équipe ont principalement abordé les différentes formes de violences en milieu scolaire. Les élèves, a-t-elle dit, connaissent généralement les violences sexuelles, le harcèlement et le cyberharcèlement. Cependant, ils ignorent souvent que les violences sexistes constituent également une forme de violence. « Nous leur avons expliqué que les insultes, le mépris, les bagarres ou encore le manque de respect envers les autres sont des violences à part entière. Ces comportements peuvent entraîner de graves conséquences physiques, psychosomatiques et psychologiques, telles que des traumatismes, des ulcères d'estomac liés au stress, voire des pensées suicidaires. Les paroles blessantes peuvent profondément affecter une personne, l'amener à se replier sur elle-même ou à commettre l'irréparable », a indiqué Joséline Mansounga Moumossi.



La présidente de l'AZVMSU sensibilisant les élèves/DR

Elle a ajouté qu'il a également été rappelé aux élèves que l'école est un lieu de paix, de cohésion et d'unité. C'est un espace dédié à l'apprentissage et à la construction de l'avenir. L'école ne doit pas être un lieu de bagarres, de rivalités malsaines ou d'hostilité. Chaque acte posé à l'encontre d'autrui a des conséquences. « Nous avons présenté les effets néfastes des violences : baisse des

résultats scolaires, abandon scolaire, traumatismes, isolement, dépression et suicide. Nous avons aussi insisté sur les dangers liés au silence face aux violences subies. Ne pas dénoncer ces actes peut aggraver la situation et entraîner des conséquences graves telles que des maladies, des grossesses non désirées, des infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH/sida, ainsi que

des troubles psychologiques et un décrochage scolaire », a souligné Joséline Mansounga Moumossi.

Notons que le lancement officiel de cette campagne a eu lieu en présence des autorités éducatives, des responsables d'établissement ainsi que des partenaires engagés dans la protection de l'enfance et de la jeunesse.

Bruno Zéphirin Okokana

CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ISSAJ

Arsène Francoeur Nganga parmi les communicants de 2026

La conférence annuelle de la société internationale pour les études sur la judaïté africaine (Issaj), édition de 2026, se déroulera du 9 au 10 mars prochain au Musée d'art et d'histoire du judaïsme, à Paris, en France. L'historien congolais Arsène Francoeur Nganga communiquera sur l'étude migratoire des peuples du Royaume Kongo de la terre de Canaan jusqu'au fleuve Congo.

Présidée par l'ethnologue française Edith Bruder, la conférence annuelle de l'International society for the study of african jewry (Issaj) portera sur le thème «Au-delà de la rivière Kush: les communautés africaines d'identités juives». Le Congolais Arsène Francoeur Nganga interviendra à cette conférence annuelle sur « L'étude migratoire des peuples du Royaume Kongo de la terre de Canaan jusqu'au fleuve Congo, une histoire plurimillénaire », d'après les sources documentaires et cartographiques anciennes y compris la tradition orale des Bakongo rapportée par les chroniqueurs portugais comme Cavazzi.

Le Congolais Arsène Francoeur Nganga venait, d'ailleurs, de publier un article scientifique sur le sujet dans la revue d'Histoire de l'Université Marien-Ngouabi de Brazzaville. Ses travaux explorent comment les traditions orales africaines et l'archéologie peuvent apporter un



nouvel éclairage sur les textes bibliques. Magdel Le Roux a participé à des documentaires, notamment sur LMD, traitant des mystères de l'arche et de

ses possibles liens avec les traditions africaines.

L'Issaj est née à la suite du développement de l'identité juive au sein de certaines communautés

africaines depuis le 19^e siècle. L'on assiste à une émergence de plusieurs groupes ethniques au Sud du Sahara, au Mali, Ghana, Nigeria, Congo, Zimbabwe, Afrique du Sud et ailleurs sur le continent africain qui s'identifient aux tribus perdues d'Israël. L'Issaj regroupe des anthropologues, des historiens et ethnologues qui ont publié et qui font des recherches sur l'historicité et les fondements des groupes ethniques africains qui s'identifient aux tribus perdues d'Israël. Parmi les membres les plus éminents, figure l'ethnologue française Edith Bruder, spécialiste de renommée des communautés juives africaines et du phénomène des juifs noirs. Elle a analysé dans ses livres les liens entre ces communautés et le mythe des tribus perdues d'Israël, notamment dans son ouvrage «Black Jews: les juifs noirs d'Afrique et le mythe des tribus perdues».

Ses travaux portent également sur les «Juifs d'ailleurs», explo-

rant des cultures juives moins connues. La Sud-Africaine Magdel Le Roux, spécialiste de l'ancien testament et des études du Proche-Orient ancien à l'université d'Afrique du Sud, est principalement connue pour ses recherches approfondies sur la tribu des Lemba. Elle a consacré une grande partie de sa carrière à étudier ce groupe d'Afrique australe qui revendique des origines juives.

Parmi les autres intervenants, figure le Pr Tudor Parfitt, éminent universitaire, historien, explorateur et auteur britannique. Parfitt est spécialiste des études juives modernes, il est professeur émérite à l'université de Londres et à l'université d'Oxford (Angleterre). Les travaux de Tudor Parfitt se concentrent sur l'histoire et l'anthropologie des communautés juives en Afrique et en Asie. Les précisions sur cette conférence sont mentionnées sur le site internet de l'Issaj (www.issaj.co.za).

B.Z.Ok.

ACTION HUMANITAIRE

Les circonscriptions d'action sociale dotées de kits de mobilité

La ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou Kimbatsa, a procédé le 19 février à Brazzaville à la remise des motos et pirogues motorisées aux agents des circonscriptions d'action sociale (CAS) du Projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (PSIPJ).

Financé par la Banque mondiale, les kits comprenant 16 motos et 5 pirogues dotées de moteurs hors-bord permettront aux CAS, dans le cadre de leur mission sur le terrain, d'identifier les bénéficiaires, de réaliser des enquêtes sociales, de valider des listes de ménages bénéficiaires, de vérifier les conditionnalités, de suivre des transferts monétaires et d'évaluer ses mesures d'accompagnement.

Pour le coordonnateur du PSIPJ, Antoine Régis Ngakeni, la décision d'acquérir ces engins répondait à un constat opérationnellement précis. « Les CAS sont confrontées à un déficit structurel de moyens logistiques qui limite considérablement leur rayon d'action. Dans certains départements, les agents doivent couvrir des zones rurales étendues sans aucun moyen de déplacement motorisés », a-t-il déclaré.

Les CAS bénéficiaires de cet octroi sont Madingo-Kayes, Louvakou, Mayéyé, Sibiti, Yamba, Kindamba, Goma Tsé-Tsé, Gamboma, Ongoni, Ollombo, Djambala, Lekana, Enyellé, Ignié, Ouessou et Dolisie, pour les motos, ainsi que les villages



Remise des kits de mobilité par la ministre Adiac

Ngabé, Bokoma, Ntokou, Bétou et Dongou pour le compte des pirogues.

Cette dotation s'inscrit dans une démarche globale de renforcement des capacités opérationnelles des circonscriptions d'action sociale.

Selon la ministre des affaires sociales, Irène Marie Cécile Mboukou Kimbatsa, « il ne s'agit pas simplement de remettre des engins mais

de donner à nos équipes les moyens concrets d'aller vers les populations, de suivre les 25 000 ménages et personnes âgées et handicapées vivant seules, de collecter les données

de terrain et de garantir que chaque franc investi dans la protection sociale produit un impact réel et mesurable », a-t-elle indiqué.

Elle a rappelé que l'efficacité de l'action sociale se mesure sur le terrain, notamment dans les villages, dans les quartiers et auprès des ménages les plus vulnérables. « Nos agents sociaux sont les premiers maillons de la chaîne de solidarité nationale. Sans eux, aucune politique sociale ne peut véritablement atteindre ses cibles », a souligné la ministre. En tant que bien acquis sur le financement de la Banque mondiale, ces motos et ces pirogues seront soumises aux règles de gestion des immobilisations du projet, à savoir un contrôle régulier des engins.

Rappelons que les CAS sont des directions régionales du PSIPJ, un projet qui est placé sous la tutelle du ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire et qui est soutenu financièrement par la Banque mondiale à hauteur de 133 millions de dollars. Il a pour objectif de fournir une aide d'urgence aux ménages touchés par la crise sanitaire et économique.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

PROJET « TO BIKISSA MWANA »

Le bilan à mi-parcours jugé satisfaisant

Le projet « To Bikissa Mwana », dédié au dépistage et à la prise en charge des enfants atteints du VIH-sida, de la tuberculose et la malnutrition, a tenu le 18 février à Brazzaville son comité de pilotage pour faire l'évaluation à mi-parcours des six premiers mois de sa mise en œuvre. Il en est ressorti que les résultats obtenus sont probants.

La réunion du comité de pilotage s'est tenue sous l'égide de son président Julien Makaya. La rencontre a permis à la vingtaine de membres de cette structure venus de plusieurs administrations publiques et privées d'évaluer la faisabilité des actions menées par le projet depuis son démarrage effectif en juin 2025 à ce jour.

Il s'est agi d'examiner l'ensemble du plan d'action préalablement établi afin d'identifier ce qui a été fait à ce jour et ce qui reste à faire pour bien planifier les actions futures. Il en est ressorti des données collectées sur le terrain et des vidéos projetées à l'occasion conformément au plan de mise en œuvre du projet. Les six premiers mois du projet « To Bikissa Mwana » ont été réalisés avec succès, en dépit de quelques aléas techniques rencontrés.

Ces données ont fait état du travail titanesque qui a été accompli en termes de dépistage et de prise en charge des enfants vulnérables avérés positifs au VIH-sida, notamment à Braz-

zaville, Pointe-Noire et Dolisie, trois villes pilotes.

En dehors du VIH-sida, le projet « To Bikissa Mwana » intervient aussi dans le dépistage, la prise en charge et le suivi des enfants de cette fourchette d'âge atteints de l'albinisme, de la tuberculose et de la malnutrition. « Le projet "To Bikissa Mwana" est financé par l'expertise France, avec l'appui technique du ministère de la Santé et de la Population. Il vise à stimuler le dépistage massif des enfants atteints du VIH-sida, de l'albinisme, de la tuberculose et de la malnutrition. L'objectif essentiel est de contribuer à la réduction de la



Une vue des membres du comité de pilotage pendant les travaux Adiac

« Le projet "To Bikissa Mwana" est financé par l'expertise France, avec l'appui technique du ministère de la Santé et de la Population. Il vise à stimuler le dépistage massif des enfants atteints du VIH-sida, de l'albinisme, de la tuberculose et de la malnutrition. L'objectif essentiel est de contribuer à la réduction de la morbi-mortalité des enfants de 0 à 5 ans au Congo victimes de ces trois pathologies »

morbi-mortalité des enfants de 0 à 5 ans au Congo victimes de ces trois pathologies », a expliqué la coordonnatrice du projet, Mme Makaya. Pour prétendre la meilleure mise en œuvre du projet, quelques recommandations ont été formulées à l'endroit du gouvernement et des partenaires.

Firmin Oyé



RESULTATS DE LA SELECTION D'UNE FIRME

Objet du marché : Sélection d'un bureau d'études pour l'élaboration du Plan de Gestion du Dragage du fleuve Congo et de l'affluent Oubangui ainsi que le Plan de Gestion de la Biodiversité

Méthode utilisée : Sélection Fondée sur la Qualification des Consultants (QC)

Délai d'exécution : 45 jours

1.Attributaire du marché

Nom : GROUPEMENT ARTELIA SAS (Chef de file) - ARTELIA GUINEE SASU & ERINA CONSULTING

Adresse : 16 Rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur Seine / France

Montant de la proposition financière : 249 217 Euros HT

Montant du contrat : 228 251 Euros TTC

2.Conclusion :

Le nom de la firme qui a présenté le meilleur niveau de qualification et d'expériences en rapport avec la mission et qui a été invité à soumettre une proposition technique et financière selon la méthode de sélection fondée sur la Qualification des consultants (QC) est : GROUPEMENT ARTELIA SAS (Chef de file) - ARTELIA

GUINEE SASU & ERINA CONSULTING

Note : Tout cabinet qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue peut en faire la demande aux adresses indiquées ci-après.

PROJET REGIONAL D'AMELIORATION DES CORRIDORS DE TRANSPORT ROUTIER ET FLUVIAL EN AFRIQUE CENTRALE

Rue Duplex N° 12 à côté de l'église Evangélique du Congo / Temple du Centenaire Brazzaville-Congo.

Courriel : pracaccongo@gmail.com

Téléphone : (+242) 05 206 29 15 / 06 931 00 10

Brazzaville, le 18 février 2026

Benoît NGAYOU

Le Coordonnateur du PRACAC

RESULTATS DE LA SELECTION D'UNE FIRME

Objet du marché : Sélection d'un bureau d'études pour la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et du Plan Succinct de Réinstallation (PSR) pour les travaux de réhabilitation du port secondaire de IMPFONDO

Méthode utilisée : Sélection Fondée sur la Qualification des Consultants (QC)

Délai d'exécution : 45 jours

1.Attributaire du marché

Nom : GROUPEMENT CAERD (Chef de file) -ROGAN ASSOCIATES-SOCREGE & SCITECH GROUP SARL

Adresse : Case J 450 V SOPROGI Mougali 3 / Brazzaville

Montant de la proposition financière : 117 630 743 FCFA TTC

Montant du contrat : 114 958 995 Francs CFA TTC

2.Conclusion :

Le nom de la firme qui a présenté le meilleur niveau de qualification et d'expériences en rapport avec la mission et qui a été invité à soumettre une proposition technique et financière selon la méthode de sélection fondée sur la Qualification des consultants (QC) est : GROUPEMENT CAERD (Chef de file) -ROGAN ASSOCIATES-SOCREGE & SCITECH GROUP SARL

Note : Tout cabinet qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue peut en faire la demande aux adresses indiquées ci-après.

PROJET REGIONAL D'AMELIORATION DES CORRIDORS DE TRANSPORT ROUTIER ET FLUVIAL EN AFRIQUE CENTRALE

Rue Duplex N° 12 à côté de l'église Evangélique du Congo / Temple du Centenaire Brazzaville-Congo.

Courriel : pracaccongo@gmail.com

Téléphone : (+242) 05 206 29 15 / 06 931 00 10

Brazzaville, le 18 février 2026

Benoît NGAYOU

Le Coordonnateur du PRACAC

FINANCEMENT

La BAD appuie Ecobank Congo à hauteur de dix millions d’euros

Pour faciliter les échanges commerciaux et améliorer l’accès des entreprises congolaises aux importations et exportations, le conseil d’administration de la Banque africaine de développement (BAD) a validé, le 13 février, une garantie de dix millions d’euros en faveur d’Ecobank Congo.

La garantie permettra à la banque panafricaine de couvrir le risque de non-paiement sur des opérations de commerce international réalisées par Ecobank Congo, notamment les lettres de crédit utilisées pour l’importation de marchandises. Concrètement, elle rassure les banques partenaires à l’étranger et facilite l’achat de produits indispensables à l’économie nationale. Dans un contexte où les entreprises congolaises rencontrent encore des difficultés pour accéder aux financements commerciaux, ce mécanisme devrait fluidifier les transactions et réduire les blocages liés au manque de garanties. Les principaux bénéficiaires seront les petites et moyennes entreprises actives dans l’import-export. Plusieurs secteurs sont concernés, précisément celui du commerce général, des produits alimentaires de première nécessité, du transport, des services de santé, d’éducation ou encore des technologies de l’information. Pour Olivier Brou Kouamé, directeur général d’Ecobank Congo, ce partenariat permettra d’offrir des solutions plus compétitives aux entreprises locales et de soutenir la dynamique économique. De son côté, la BAD souligne que ce dispositif vise à renforcer la capacité des banques africaines à accompagner le commerce extérieur et à faciliter l’accès des petites et moyennes entreprises aux marchés régionaux et internationaux. Prochainement, une convention sera signée entre les deux institutions définissant ainsi les modalités de mise en œuvre de cette facilité, lancée par la BAD en 2021 pour réduire le déficit de financement du commerce en Afrique.

Gloria Imelda Lossele

EST DE LA RDC

Le front invisible des minerais stratégiques

Entre guerre hybride, rivalités régionales et compétition mondiale pour les ressources critiques, la région des Grands Lacs au cœur d’un basculement géopolitique.

L’Est de la République démocratique du Congo (RDC) demeure l’un des théâtres géostratégiques les plus sensibles du continent. Frontalier du Rwanda, de l’Ouganda et du Burundi, cet espace concentre des ressources critiques - coltan, cobalt, or - indispensables aux industries numériques et à la transition énergétique mondiale. Ce sous-sol convoité alimente depuis plus de trois décennies un cycle conflictuel aux ramifications régionales et internationales. Le 17 février, l’Union européenne a débloqué plus de 80 millions d’euros d’aide humanitaire, dont 68 millions destinés à la RDC et 13,2 millions pour les réfugiés et la préparation aux catastrophes dans les pays voisins. Bruxelles rappelle que « plus de 21 millions de personnes ont besoin d’assistance » et que « près de 28 millions souffrent d’insécurité alimentaire ». Ces chiffres traduisent une crise structurelle, où l’urgence humanitaire

masque un affrontement stratégique plus profond. Depuis 2021, la résurgence du Mouvement du 23 mars (M23) a rebattu les cartes sécuritaires. Accusé par Kinshasa d’être soutenu par Kigali, le groupe armé a pris début 2025 le contrôle de Goma et de Bukavu, verrouillant des axes économiques majeurs. Cette progression constitue un défi direct à l’intégrité territoriale congolaise et modifie les équilibres militaires dans les Kivu. Sur le plan géoéconomique, le contrôle des corridors miniers équivaut à un levier d’influence global. Les minerais extraits dans l’Est congolais alimentent des chaînes de valeur stratégiques en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. L’enjeu dépasse donc la rivalité locale : il s’inscrit dans une compétition mondiale pour la sécurisation des approvisionnements critiques. Diplomatiquement, les initiatives se multiplient sans résultat durable : déclaration de principes à Doha

entre Kinshasa et le M23, accord RDC-Rwanda signé à Washington, médiation active de l’Angola. Pourtant, les combats persistent, révélant la fragilité des mécanismes de cessez-le-feu et l’absence d’architecture régionale de sécurité pleinement opérationnelle. Au cœur de cette crise se joue également une bataille d’intelligence économique. L’insuffisante traçabilité des minerais, les circuits informels et les financements opaques entretiennent une économie de guerre qui nourrit les groupes armés. La stabilisation durable suppose une approche intégrée : réforme du secteur de la défense, coopération sécuritaire régionale, gouvernance transparente des ressources, investissements productifs et développement local. À défaut, l’Est de la RDC restera un foyer de tensions structurant les rapports de force africains et mondiaux pour la prochaine décennie.

Noël Ndong



RESULTATS DE LA SELECTION D’UNE FIRME

Objet du marché : Sélection d’un cabinet de consultants chargé de developper un systeme numérique de collecte des donnees commerciales ciblant à la fois le secteur formel et informel

Méthode utilisée : Sélection Fondé sur la Qualification des Consultants (QC)
Délai d’exécution : 5 Mois

1.Attributaire du marché
Nom : CABINET AKASI GROUP SARL

Adresse : Building Lot 3151 G – AGLA, Cotonou (BENIN)
Montant de la proposition financière : 79 918 ,84 Euros TTC
Montant du contrat : 68 467,37 Euros TTC

2.Conclusion :
Le nom de la firme qui a présenté le meilleur niveau de qualification et d’expériences en rapport avec la mission et qui a été invité à soumettre une proposition technique et financière selon la méthode de sélection fondée sur la Qualification des consultants (QC) est : CABINET AKASI GROUP SARL

Note : Tout cabinet qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n’a pas été retenue peut en faire la demande aux adresses indiquées ci-après.

PROJET REGIONAL D’AMELIORATION DES CORRIDORS DE TRANSPORT ROUTIER ET FLUVIAL EN AFRIQUE CENTRALE
Rue Duplex N° 12 à côté de l’église Evangélique du Congo / Temple du Centenaire Brazzaville-Congo.
Courriel : pracaccongo@gmail.com
Téléphone : (+242) 05 206 29 15 / 06 931 00 10

Brazzaville, le 18 février 2026

Benoît NGAYOU

Le Coordonnateur du PRACAC

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

Les affiches alléchantes des quarts de finale

Les huit prétendants au titre ont découvert à la fois leurs adversaires et aussi la suite du parcours devant mener à la consécration finale. Le tirage au sort effectué le 17 février réserve une série d'affiches alléchantes.

Al Ahly du Caire se déplacera en Tunisie pour affronter l'Espérance lors du match aller, avant le match retour dans la capitale égyptienne. Le club égyptien, douze fois champion, est un habitué des matches à élimination directe. Il court vers une treizième consécration, un record. En face, l'Espérance de Tunis a du répondant pour avoir remporté quatre Ligues des champions. Un vrai choc nord-africain rappelant le douzième sacre du club du Caire en 2024. Al Ahly avait fait jeu égal 0-0 en Tunisie avant de gagner le retour 1-0. Un match aux allures d'une revanche ou confirmation.

Le vainqueur de cette rencontre croquera celui des Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud, finalistes malheureux de la saison dernière au Stade malien du Mali. Les Mamelodi a déjà remporté cette compétition en 2016. Le Stade malien n'a jamais remporté la Ligue des champions mais avait perdu la finale en 1965. La Coupe de la confédération remportée en 2009 reste sa meilleure performance.

L'autre affiche mettra aux prises la Renaissance sportive Berkane du Maroc à Al Hilal du Soudan. La RS Berkane court après son premier titre après avoir remporté trois coupes de la Confédération. Le vainqueur de cette rencontre croquera soit le Pyramids FC d'Égypte, tenant du titre, soit l'AS FAR du Maroc, vainqueur en 1985. Les matchs des quarts de finale sont prévus du 13 au 15 mars (match aller) et du 20 au 22 mars (match retour). Pour les demi-finales, les matchs sont prévus du 10 au 12 avril (match aller) et du 17 au 19 avril (match retour). La finale aller se déroulera le 15 mai. Le match retour aura lieu le 24 mai.

James Golden Eloué

JEUNESSE AFRICAINE

Le compte à rebours de l'emploi productif est lancé

Foresight Africa 2026 alerte : douze millions de jeunes arrivent chaque année sur un marché qui n'offre que trois millions d'emplois formels. Le défi est systémique, pas seulement statistique.

Le rapport Foresight Africa 2026 – Top priorities and recommendations for Africa pose un diagnostic sans ambiguïté : l'Afrique fait face à la plus rapide expansion de population active au monde. D'ici à 2050, le continent pourrait compter environ 740 millions de personnes supplémentaires en âge de travailler. Chaque année déjà, douze millions de jeunes arrivent sur le marché du travail, alors que seulement trois millions d'emplois salariés formels sont créés. L'écart est structurel. Mais le rapport insiste : la question ne se résume pas à un déficit quantitatif. Réduire le chômage sans améliorer la qualité des emplois - productivité, stabilité, rémunération - ne garantit ni cohésion sociale ni accumulation durable de richesse. Le défi est donc double : absorber la pression démographique tout en transformant les structures productives. La dynamique actuelle exerce une tension croissante sur les systèmes éducatifs, les budgets publics et les marchés

du travail. Pourtant, elle constitue aussi une opportunité stratégique : le dividende démographique reste accessible si le capital humain est aligné sur les besoins réels de l'économie. Le diagnostic pointe une inadéquation persistante entre formation et marché. Diplômes généralistes, compétences peu opérationnelles, faible articulation avec les entreprises : cette déconnexion alimente le sous-emploi et la précarité. Le rapport préconise une révision profonde des curriculums, le développement de micro-certifications modulaires, l'essor de l'apprentissage en entreprise et des mécanismes de validation des compétences. L'objectif n'est plus seulement de diplômer, mais de rendre immédiatement employable. Sur le plan sectoriel, plusieurs filières présentent un potentiel d'absorption et de montée en productivité : numérique, agro-industrie, services modernes, technologies vertes. Leur développement pourrait réduire l'écart entre flux d'en-

trants et emplois formels, à condition d'être soutenu par des politiques industrielles cohérentes. L'intégration régionale apparaît également comme un levier majeur. La Zone de libre-échange continentale africaine élargit la demande au-delà des marchés nationaux et peut stimuler des chaînes de valeur régionales à forte intensité d'emploi. Enfin, la transformation ne repose pas uniquement sur les États. La formalisation et la montée en productivité des micro-entreprises, l'accès au financement, la réduction des barrières réglementaires et l'expansion de la connectivité numérique sont déterminants. L'entrepreneuriat féminin et jeune constitue ici un multiplicateur stratégique. La question centrale demeure : sans transformation systémique, la poussée démographique accentuera-t-elle les vulnérabilités ? Ou deviendra-t-elle le moteur d'une industrialisation inclusive ? L'arbitrage se joue maintenant.

Noël Ndong



EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

À la vie bel hommage

Les Lettres Plurielles

L'improbable destin de Lundala

Esclavage et héroïsme sous la protection de Kimpa Vita

LEANDRE MODILO

Armand Claude ABANDA

Fils de Prêlat

Roman

Éditions CL

ÉMILE GANKAMA

TRIBALISTE TOI-MÊME !

Le dialogue Nord/Sud au Congo-Brazzaville. Idées reçues et manifestations. Parlons-en !

ESSAI

LLM Éditions

Juste Désiré MONDELE

Vers l'effectivité de la décentralisation et du développement local en République du Congo

Discours et activités menées (2022-2023)

Préface de Florent TSIBA

L'Harmattan

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA

L'art oratoire chez les Ambosí

Collection Langue et littérature africaine

Préface de Py-Théophile OBENGA

Sarah, ma belle-cousine

Henri Djombo

IC ÉDITIONS / ÉDITIONS HEMAR

Hérissone Payima Lombobo

Les organisations internationales de l'Afrique centrale

Recueil de textes

Préface du Professeur Alioune SALL

L'Harmattan

Guy MENGHA

La marmite le Koka-Mbala

Grand prix du concours interafricain 1967

Théâtre

Éditions CL

BSCA

Un véhicule bancaire mobile présenté au maire de la ville

Le véhicule bancaire mobile de la Banque sino-congolaise pour l'Afrique (BSCA) a été présenté, le 20 février, au maire de la ville de Pointe-Noire, Evelyne Tchitchelle.

Le directeur de l'agence BSCA à Pointe-Noire, Yan-nick Itoua, a indiqué que le véhicule bancaire mobile représente le premier service bancaire mobile du Congo. C'est une solution innovante conçue pour rapprocher les services financiers de la population éloignée ou mal desservie par les agences traditionnelles. A travers des véhicules équipés ou des points mobiles sécurisés, cette banque devient plus accessible à tous et partout.

«Ce véhicule bancaire mobile est un véritable instrument d'inclusion financière, c'est la banque pour tous. Il permet de rapprocher plus facilement la population de la banque afin que cette dernière bénéficie des différents services offerts par la banque. Après le premier et sixième arrondissement, ce véhicule



Photo de famille après la présentation du véhicule/Adiac

se déploiera dans d'autres arrondissements de la ville et dans d'autres agglomérations environnantes,

comme les districts d'Hinda, Madingo-Kayes et Tchiamba-Nzassi. Aujourd'hui, le taux de bancarisation au

Congo est de moins de 30%, ce qui explique que, dans notre pays, 70% de foyers n'ont pas encore accès aux

services bancaires», a-t-il signifié.

Pour le maire de la ville, cette initiative de la banque permet de faciliter le quotidien bancaire des citoyens. Il s'agit d'une culture qu'il faut imprimer, afin que les citoyens y adhèrent. « Il faut que les gens apprennent à garder l'argent dans des structures appropriées, cela leur offre plus de garantie et plus d'assurance », a-t-elle laissé entendre.

Signalons que ce véhicule offre aux usagers divers services financiers de qualité et modernes, notamment l'ouverture de compte, les dépôts et les retraits, la mise à disposition GAB/DAB, des virements et des consultations. Cette banque s'est engagée à faciliter l'obtention de la carte nationale d'identité à ses clients qui n'en possèdent pas.

Séverin Ibara

SANTÉ

La lutte contre le cancer au cœur des échanges avec les étudiants de la Bee Green Academy

L'institut spécialisé dans les métiers verts, la transition écologique, l'économie circulaire et la responsabilité sociétale des entreprises, la Bee Green Academy, a accueilli, le 17 février à Pointe-Noire, la délégation du Programme national de lutte contre les cancers.



L'échange avec les étudiants/Karel T. Levrai

La visite s'est inscrite dans le cadre de la Journée internationale de lutte contre les cancers de l'enfant. La délégation était conduite par le Pr Judith Nsonde Malanda, coordinatrice du programme, qui a animé une importante séance de sensibilisation à l'attention des étudiants de l'académie.

Au cours de cette rencontre, les apprenants ont été informés sur les différents types de cancers, leurs facteurs de risque, les signes d'alerte ainsi que l'importance du dépistage précoce. Cette initiative a permis aux étudiants de mieux comprendre les enjeux liés à la prévention et à la prise en charge des cancers, notamment chez l'enfant. Au-delà de la sensibilisation, cette visite a ouvert la voie à une future collaboration entre le Programme national de lutte contre les cancers et la Bee Green Academy. Ce partenariat envisagé pourrait intégrer des actions de prévention, de formation et d'engagement communautaire, en cohérence avec la mission de l'académie qui place la santé, l'environnement et le développement durable au cœur de ses priorités.

Cette initiative marque ainsi une étape importante dans le renforcement des synergies entre les institutions éducatives et les programmes nationaux de santé publique, au service de la jeunesse et du bien-être collectif.

Rude Ngoma

PROJET UNESCO-CODEMAO

Deux cents tablettes éducatives remises aux écoles pilotes

Dans le cadre du projet codage jeunesse Unesco-Codemao visant à renforcer les compétences des jeunes en codage et aux compétences numériques, deux cents tablettes de codage graphique ont été offerts, le 19 février, à Brazzaville aux responsables des écoles pilotes pour moderniser le système éducatif.

La cérémonie de remise des tablettes, patronnée par le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités publiques dont la représentante de l'Unesco au Congo, Fatoumata Barry Marega, qui a appelé les bénéficiaires à la créativité et à l'innovation. « Cette initiative que nous accompagnons aujourd'hui est un investissement destiné aux responsables des écoles pilotes dudit projet. Les outils mis à votre disposition faciliteront l'apprentissage. Vous êtes appelés à devenir non seulement des utilisateurs avertis mais aussi des créateurs et des innovateurs. Aux enseignants, j'adresse toute notre reconnaissance, vous êtes les piliers de cette transformation. Faisons de cette étape un jalon vers un objectif plus large, un écosystème éducatif où chaque jeune dispose des outils intellectuels et technologiques pour contribuer au développement de

son pays », a-t-elle encouragé. Pour l'Unesco, les différentes sessions de formation en codage et en intelligence artificielle ont permis aux participants de renforcer leurs compétences en numérique. L'ambition à travers ce projet est d'assurer l'équité éducative, conformément aux valeurs de cette institution. « L'activité qui nous réunit en ce jour ne se limite pas qu'à une remise d'équipements numériques. Elle s'inscrit dans une vision à long terme, celle de doter les jeunes des compétences solides en matière de codage, de culture numérique et de pensée informatique. Nous plaçons avant tout notre confiance dans la jeunesse congolaise et affirmons que chaque élève a le droit d'acquérir les compétences nécessaires pour comprendre le monde contemporain, y participer pleinement et contribuer à son évolution », a expliqué Fatoumata Barry Marega.

Dans le même ordre d'idées, Jean Luc Mouthou, dans son allocution de circonstance, a

également souligné l'importance que représentent ces tablettes dans la modernisation du système éducatif congolais. A cet effet, il a encouragé les bénéficiaires à en faire bon usage. « Les tablettes qui seront remises aujourd'hui ne constituent pas une finalité en soi. Elles représentent des leviers au service de la pédagogie renouvelée, favorisant l'apprentissage actif, la créativité, la collaboration et le développement de l'esprit critique. Leur véritable valeur dépendra de l'usage pédagogique pertinent, structuré et innovant qui en sera fait au sein de nombreux différents établissements scolaires », a-t-il dit.

Bien que des progrès aient été réalisés en République du Congo dans le domaine du numérique, de nombreux défis persistent encore. Le Congo fait partie des pays à plus faible connectivité à l'internet mobile à haut débit, soit 34,4 points sur cent selon le Système mondial de communications mobiles.

Fortuné Ibara

1xBet récompense les gagnants de sa promotion de dépôts d'envergure au Congo

1xBet a officiellement récompensé les gagnants de sa grande campagne promotionnelle organisée au Congo, du 21 décembre 2024 au 18 janvier 2025. Cette promotion offrait aux joueurs la possibilité de remporter des prix de luxe en effectuant simplement des dépôts éligibles pendant la période de l'offre.

Les règles étaient claires : tout joueur rechargeant son compte avec au moins 3 000 XAF participait automatiquement au tirage au sort. Chaque dépôt éligible supplémentaire augmentait les chances de gagner.

Trois gagnants, trois prix exceptionnels

À l'issue de la période de la promotion, un tirage au sort a désigné trois gagnants. Chacun d'entre eux a reçu son prix dans le cadre de la procédure de remise des prix officielle organisée par 1xBet au Congo. Au total, trente-trois participants ont pris part à la campagne, concourant pour trois prix principaux : une moto; un téléviseur; un téléphone portable. La transparence de la structure de la promotion garantissait que chaque dépôt éligible offrait une chance supplémentaire au tirage au sort final.

La moto constituait le grand prix de la campagne, alliant valeur et praticité au quotidien. Les prix, téléviseur et téléphone portable,

reflétaient également la volonté de 1xBet d'offrir des récompenses concrètes à ses joueurs. Renforcement de l'engagement au Congo

La promotion a été conçue pour coïncider avec une période de forte popularité du football, incitant ainsi les joueurs congolais à rester actifs. En liant les dépôts à un tirage au sort, 1xBet a créé un système simple et accessible

récompensant la participation régulière.

La campagne a suscité un vif intérêt localement, avec trente-trois

été confirmés après la clôture de la campagne, le 18 janvier 2025, et les prix ont été attribués en conséquence.



participants inscrits respectant les conditions officielles.

1xBet continue de privilégier la clarté de ses mécanismes promotionnels. Le système avec pour base les dépôts était facile à comprendre : chaque réapprovisionnement de 3 000 XAF donnait droit à un accès au tirage au sort. Plus les dépôts étaient importants, plus les chances de triompher étaient élevées. Les résultats définitifs ont

Perspectives

Grâce à cette campagne réussie, 1xBet renforce sa présence au Congo en combinant des formats promotionnels attractifs à des prix de valeur. Le succès de cette offre de dépôts témoigne de l'intérêt constant des joueurs locaux et ouvre la voie à de futures activités dans la région.

Communiqué



**PROJET DE PROTECTION SOCIALE
ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES**

COMMUNIQUE

Le Coordonnateur du **Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ)**, informe les jeunes sélectionnés pour suivre la formation en auto-emploi que ladite formation commencera le **4 mars 2026** à Brazzaville, à Pointe-Noire, à Dolisie et à Ouessou.

Les listes des jeunes sélectionnés sont affichées dans les Circonscriptions d'Action Sociale (CAS). Elles peuvent être consultées du **23 février au 3 mars 2026**.

Fait à Brazzaville, le

13.02.2026



INFRASTRUCTURE

Des marchés modernes seront construits à Thystère et à Fond Tié-Tié

Les habitants des quartiers Thystère, dans le quatrième arrondissement, et Fond Tié-Tié, dans le troisième, verront bientôt leur paysage urbain transformé par un projet d'envergure, notamment la construction des marchés modernes. L'annonce a été faite récemment par Claude Alphonse N'Silou, ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation lors de l'inauguration du marché central Ndji-Ndji de Pointe-Noire.

La ville de Pointe-Noire s'est engagée à construire et à moderniser ses marchés pour dynamiser le commerce local et les espaces publics. Il y a quelques jours, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a inauguré le marché central Ndji-Ndji de Pointe-Noire. Un marché moderne qui devrait permettre aux commerçants de réaliser des échanges dans des conditions d'hygiène optimales.

Présent à cette activité, le ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, Claude Alphonse N'Silou, indiquait que la transformation de ce marché n'est qu'un début. « *Cet élan va continuer. D'autres marchés de Pointe-Noire,*



Façade principale du marché central Ndji-Ndji de Pointe-Noire DR

notamment celui du rond-point Thystère, celui de Fond Tié-Tié et d'autres vont connaître la même transformation qualitative », avait-il promis.

Cette annonce suscite déjà un grand enthousiasme au sein

de la population. Pour elle, ce projet est perçu comme une opportunité majeure pour dynamiser l'économie locale, améliorer l'accès aux produits de consommation et offrir des meilleures conditions de travail aux commerçants.

Pour les acteurs publics, la construction de ces nouveaux marchés vise non seulement à transformer l'espace urbain en remplaçant les structures vétustes par des infrastructures sécurisées, hygiéniques et fonctionnelles, mais aussi

à dynamiser les petites et moyennes entreprises. « *Ces améliorations sont une illustration tangible d'une politique publique orientée vers une économie informelle mieux encadrée par le gouvernement »,* avait conclu le ministre du Commerce.

Une fois construits, ces nouveaux marchés transformeront les habitudes de commerce et amélioreront le cadre de vie urbain. En effet, ces nouvelles infrastructures devraient participer au développement socio-économique de la localité, tout en augmentant la capacité de stockage et de sécurisation des marchandises.

Hugues Prosper Mabonzo

TAEKWONDO

La ligue relance ses activités

Sous l'impulsion de la nouvelle instance fédérale, les tatamis de la ville océane ont été sollicités pour une reprise collective d'envergure. L'objectif ayant été de faire sortir le Taekwondo de sa torpeur et d'insuffler une nouvelle dynamique de cohésion nationale après une période de flottement qui a trop longtemps maintenu les athlètes loin des aires de combat.



Les participants à la séance d'entraînement DR

La ligue départementale de taekwondo de Pointe-Noire, sur instruction du nouveau bureau exécutif fédéral, a tenu, le 15 février dernier, une session d'entraînement d'ensemble. Cette session n'était pas un événement isolé, mais une initiative fédérale stratégique visant à remettre les acteurs du taekwondo congolais dans le bain. L'activité s'est déroulée simultanément dans toutes les ligues départementales du pays. A Pointe-Noire, elle a revêtu une importance particulière

par la présence du président de la Fédération, Abel Rihan, qui a profité de l'occasion pour s'adresser directement aux pratiquants et remobiliser les troupes pour les défis à venir.

Plus d'une cinquantaine d'athlètes, encadreurs et dirigeants, ont participé à cette séance d'entraînement d'ensemble. Le programme a mis l'accent sur la condition physique et les fondamentaux, notamment le cardio et l'agilité puis la révision.

Rude Ngoma

TOURNOI DE L'UNIFFAC U-17

Le match d'ouverture annulé

Le tournoi de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac) des moins de 17 ans que Kinshasa abrite a été officiellement lancé le 18 février. Mais le match d'ouverture qui devait opposer la République démocratique du Congo à la Guinée équatoriale n'a pas pu se disputer.

Plus de trois joueurs de la Guinée équatoriale ont été déclarés non éligibles. Le règlement de la compétition est strict à ce propos. « *Dans le cadre des contrôles d'éligibilité relatifs à la catégorie U17, des examens IRM ont été effectués sur les joueurs des équipes engagées de la compétition zonale qualificative à la CAN U-17, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur »,* indique le communiqué.

A l'issue de ces examens, confirme le communiqué officiel, l'équipe de la Guinée équatoriale compte six joueurs déclarés non éligibles « *alors que le règlement de la compétition, en son article 27.4, fixe la limite maximale autorisée à trois joueurs. »*

« *En conséquence et dans le strict respect des textes réglementaires, l'Uniffac informe l'ensemble des parties prenantes que le match d'ouverture opposant la République démocratique du Congo vs la Guinée équatoriale est provisoirement annulé. Cette mesure conservatoire est prise dans l'attente de la décision définitive de la CAF, seule compétente pour statuer sur cette question »,* souligne l'Uniffac, réaffirmant son attachement au respect des règlements, à l'équité sportive et à l'intégrité des compétitions. Qu'à cela ne tienne, le match du Gabon contre le Cameroun a officiellement lancé la compétition.

James Golden Eloué

EDUCATION À L'ENVIRONNEMENT

Le Campus scolaire Terre d'Ecole ouvre officiellement ses portes

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a inauguré, le 20 février à Kintélé, à quelques kilomètres de Brazzaville, le Campus Terre d'Ecole Christophe-de-Margerie, un établissement scolaire dédié, entre autres, à former des citoyens de type nouveau.

S'étendant sur une superficie de quinze hectares, le Campus scolaire pilote Terre d'Ecole Christophe-de-Margerie vise à sensibiliser les jeunes à l'environnement, à la préservation des traditions et aux compétences pratiques liées à la terre, tout en leur offrant un enseignement académique traditionnel. Alliant enseignement académique, classique et formation axée sur la terre, l'environnement et les valeurs culturelles, cette école a pour objectif de former une jeunesse consciente des enjeux écologiques et capable de contribuer au développement durable du pays.

« Le Campus Terre d'Ecole Christophe-de-Margerie offre des enseignements du primaire au secondaire et comprend deux classes de vingt élèves par niveau, soit trente classes au total pour une capacité d'accueil de six cent trente élèves. Il dispose également de trois dortoirs d'une capacité de 228 lits, permettant d'accueillir les élèves dans des conditions favorisant vie collective, sécurité et épanouissement. Le campus pilote comprend également des espaces d'apprentissage, un laboratoire, une salle de langues, une salle d'informatique, une bibliothèque, une salle de conférences... », a présenté la présidente du Campus Terre d'Ecole, Maria Maylin.

En dehors des apprentissages traditionnels, la formation portera sur la gestion rationnelle de

l'environnement où les jeunes de type nouveau vont s'approprier le développement durable, intégrer dans leur savoir la valorisation de la terre afin d'atténuer les cycles de catastrophes qui la menacent. Un programme ethno-botanique fondé sur la protection de l'environnement sera dispensé parmi tant d'autres matières, sachant qu'une exploitation judicieuse de la terre est la solution aux problèmes de protection environnementale.

Selon Maria Maylin, ce programme éducatif repose sur trois volets essentiels parmi lesquels la mixité en matière du genre, de diversité sociale, culturelle et générationnelle ; le respect de l'environnement, des écosystèmes, des savoirs traditionnels, des connaissances scientifiques et des innovations. Saluant les efforts du chef de l'Etat, notamment son attachement à la terre et son engagement à protéger et à sauvegarder la forêt du bassin du Congo, la présidente de Terre d'Ecole a sollicité Denis Sassou N'Guesso pour être l'avocat de cette initiative auprès de ses pairs afin que ce modèle éducatif puisse faire le buzz à travers le continent. « C'est à ce prix que nous allons reconquérir notre souveraineté alimentaire, en apprenant aux enfants de manger ce qu'ils produisent. C'est à ce prix que nous formerons les talents de demain sensibilisés aux enjeux du développement. Il s'agit du pro-



Le chef de l'Etat échangeant avec les apprenants / DR

longement de ce que vous faites déjà avec brio pour le bassin du Congo. Aussi, nous souhaiterons que vous soyez le champion de la promotion du programme éducatif Terre d'Ecole », a souhaité Maria Maylin.

Le cycle primaire opérationnel dès cette année

Le directeur général de TotalEnergies au Congo, Éric Delattre, de son côté, a rappelé que la concrétisation de ce projet est le fruit du volet sociétal des contrats de partage de production de Moho Nord, sur lequel le groupe contracteur Total énergie, Société nationale des pétroles du Congo, Trident Energie et l'État congolais ont travaillé main dans la main. « Nous avons montré que le développement humain ne peut être l'œuvre d'une seule entité, mais le résultat d'une mobilisation collective, d'une volonté commune de bâtir un avenir meilleur. Nous avons transformé des engagements en réalisations

concrètes au service d'une nation et de l'avenir du pays », a-t-il déclaré.

Le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, quant à lui, a reconnu que cette école d'un nouveau genre a sa singularité. « L'école Christophe-de-Margerie accueillera des enfants vulnérables issus des orphelinats, des enfants des ménages aux revenus moyens, des enfants issus des milieux plus aisés. Ce brassage affirme qu'aucune origine sociale ne doit déterminer un destin dans notre pays. Tous apprendront ensemble, tous grandiront ensemble, tous se prépareront à servir le Congo suivant le principe établi de la cohésion nationale durable dans notre pays », a-t-il indiqué.

D'après lui, l'inauguration de ce campus s'inscrit dans l'action résolue du gouvernement visant à garantir le bon fonctionnement cohérent de l'ensemble des cy-

cles éducatifs. « La singularité de cet établissement, contrairement aux précédents, réside dans son modèle éducatif intégré à la préservation de l'environnement. L'ambition du gouvernement n'est pas seulement de construire ce nouveau concept d'école, mais de rendre chaque cycle pleinement opérationnel du préscolaire au secondaire, afin d'assurer à chaque enfant un parcours éducatif complet. Dans cette dynamique, l'année en cours marque une étape décisive, celle du démarrage effectif du cycle primaire », a-t-il annoncé.

Après avoir assisté au rituel traditionnel de bénédiction du site par les chefs de terre, Denis Sassou N'Guesso a coupé le ruban symbolique de cette école qui porte le nom de l'ancien président directeur général de Total, Christophe de Margerie, avant de visiter certains de ses compartiments.

Parfait Wilfried Douniama

EXPLOITATION MINIÈRE

Les Etats-Unis sollicitent l'implication du Sénat pour la résolution d'un litige avec la Chine

Le président du Sénat, Pierre Ngolo, a échangé le 19 février à Brazzaville, avec la chargée d'affaires de l'ambassade des États-Unis, Amanda Jacobsen. Les entretiens ont porté, entre autres, sur la résolution du conflit opposant l'entreprise américaine Gerald Group à la société chinoise, China Gold, sur la mine de cuivre de Soremi à Mfouati, dans le département de la Bouenza.

La diplomate américaine a sollicité l'apport du président de la chambre haute du Parlement dans le règlement du litige dans lequel la société américaine revendique la propriété exclusive de Soremi, soutenue par des décisions de justice contre China Gold qu'elle accuse d'avoir bloqué le



Pierre Ngolo s'entretenant avec la chargée d'affaires de l'ambassade des États-Unis/DR

transfert des actions. La mine de Mfouati, rappelle-t-on, produit actuellement environ 20 tonnes de cuivre et

25 000 tonnes de zinc. « Notre première priorité est la résolution de ce problème le plus vite possible avec le

gouvernement », a indiqué Amanda Jacobsen à la presse.

Les deux personnalités ont, par ailleurs, fait le tour des relations bilatérales existant entre le Congo et les États-Unis dans les différents secteurs d'activités, notamment dans le domaine économique.

Jean Pascal Mongo-Slyhm